



## **DERNIERES 36 HEURES DE LA NEGOCIATION VECUES PAR LES MEMBRES DU RC&D PRESENTS A DURBAN**

**Avant dernière nuit de la négociation.** Il est 21.30, et l'information circule difficilement. C'est normal, nous sommes entrés en « segment ministériel » et tout se passe désormais à huis clos, jusqu'à la plénière finale et ouverte à tous pour consacrer la réussite ou l'échec d'une année entière de négociations...

Bref, en ce moment précis, les US changent de tactique et disent vouloir négocier un accord, plus exactement un mandat pour négocier un accord d'ici 2015. Le Canada également, après avoir annoncé plus ou moins officiellement sa sortie du Protocole de Kyoto, sort le grand jeu et dit vouloir un accord mondial et juridiquement contraignant dès 2015. Nous y voyons pour l'instant une tactique pour se dédouaner de tout échec de la négociation. Ils redorent leur image après avoir bloqué la négociation depuis le premier jour, rôle facile de grand seigneur qu'ils rejouent année après année dans les dernières 24 heures. La Chine et l'Inde entrent également en mode « négociation », l'heure est aux premiers compromis.

La Ministre française a été nommée facilitatrice d'un des groupes de travail qui ne fait pas encore consensus. Sa mission : débloquer la négociation sur agriculture et sur transport international, deux secteurs fortement émetteurs et fortement controversés, mais qui exigent une gouvernance mondiale. Sur la table depuis des années, ils ne font toujours pas l'objet d'un accord. La peur de créer des distorsions commerciales, de la concurrence déloyale et le poids des lobby y sont certainement pour quelque chose. Elle va sûrement y passer la nuit, pour un maigre résultat. L'enjeu est important – nous attendons que l'accord à Durban permette d'accélérer la création d'une taxe sur le fret maritime pour générer des financements climat (10 à 15 milliards de dollars, manne financière à ne pas sous-estimer) et enfin abonder le Fonds Vert créé en 2010.

**16.30 le vendredi.** Les ONG viennent de faire une action devant la plénière pour appeler les décideurs à négocier un accord qui ne tue pas l'Afrique, qui n'est pas sous l'autorité de la Banque Mondiale et qui permet de rester sur une trajectoire de réchauffement en deça de 1,5°C. Enfin une action malgré la stricte réglementation de la présidence sudafricaine. Jusqu'à deux jours encore, il était interdit d'entrer dans une salle de négociation avec un t-shirt « I love the Kyoto Protocol »...

Autrement, les couloirs sont plutôt déserts. Les bilatérales entre pays battent leur plein dans les chambres du Hilton, pas loin du centre de conférence. La présidence sud-africaine a mis un texte « d'accord » sur la table qui n'est pas forcément bien accueilli par les pays. Notre ministre NKM vient de tweeter son insatisfaction et celle de l'UE vis-à-vis du texte. On se prépare à rallonger la

négociation de peut être encore 24 Heures. Certains s'apprêtent déjà à retarder leur vol. Hors de question, les divergences sont bien trop profondes pour être réglées en 24 heures chrono. A ce moment là, on suspend les négociations et on les reprend plus tard Mais pas question de brusquer un accord qui va conditionner la lutte climatique pour les 10 prochaines années. Sachant que nos émissions doivent commencer à décroître en 2015.

**Il est 19h30.** Nous savons déjà que la plénière est reportée à demain et que les ministres vont discuter toute la nuit. A l'heure actuelle, les ministres sont réunis en "Indaba", concertation informelle utilisée à la fin de l'Apartheid, pour commenter le dernier texte d'accord proposé par la présidence sudafricaine. Constats que nous recevons au compte-goutte par sms ou par twits: les US, et le Canada soutiennent le texte (normal, il est vidé de toute substance), les pays en développement rejettent le texte, l'UE aussi (normal, le texte manque d'ambition). Certains demandent carrément à la présidence de pondre un nouveau texte! Des délégations courent dans tous les sens pendant que les observateurs attendent patiemment que les infos filtrent.

**21H** Les Ministres ont rejeté le texte d'accord proposé par l'Afrique du Sud et lui ont demandé d'aller réécrire une proposition. C'est un peu le texte de la dernière chance pour la présidence sud-africaine. Si cette dernière tentative échoue, il est probable que des blocs comme l'UE aillent au clash. Ou alors, négocient en aparté et sans la présidence... la suite dans quelques heures, après un petit somme. Bonne et courte nuit!

**8h du matin...** quelques heures de sommeil plus tard, nous sommes de retour. Difficile d'avoir des informations. Les délégués font la queue pour avoir un café. Nous assumons nos t-shirts "Don't Kill Africa" mais la sécurité a l'air blasé de toute manière. Cette nuit, nous avions prévu de revenir vers 2 heures du matin mais nos collègues sur place nous avaient envoyé un sms: « les ONG se font virer du centre, ne revenez pas".

Sur le site de la Convention, Il y a un nouveau texte pour le Protocole de Kyoto mais il est trop faible. Il y a un nouveau texte pour la Convention (tout ce qui concerne technologies, forêts, finance, atténuation, etc). Etrangement, il ne fait que 39 pages au lieu de 140... Normal, la moitié des sujets n'y sont pas, notamment le mien: les financements ont pris la poudre d'escampette. La présidence sud-africaine nous met juste un truc tout pourri sous la dent en attendant mieux. Elle veut un accord d'ici 15 heures cet après-midi. Il faut tabler sur des heures supplémentaires: je viens de me rappeler les conseils de la sécurité à l'aéroport de Johannesburg: "take it easy, you're in Africa now".

**Il est midi.** Les rumeurs circulent sans fin. Où sont les textes? Quand se tiendront les plénières? Faut-il décaler les retours en avion? Les délégués sont nombreux à quitter la conférence - faudra-t-il suspendre la négociation par manque de temps et nombre insuffisant de pays pour adopter l'accord, si accord il y a? On parle d'une COP17 "bis" en 2012... Le tout dernier texte de la Convention est bien amaigri - en terme d'ambition et de langage... Sur financements, on parle d'un programme de travail en 2012 mais sans préciser de quelles sources de financements on discutera, ni des décisions qu'on souhaite obtenir au Qatar. Sur la taxation/régulation du fret maritime, on est resté au niveau zéro de la négociation, les pays développés refusant de parler d'équité et de responsabilités différenciées. Et le Fonds Vert pour financer les projets et programmes climat des pays en développement est entre parenthèses encore, merci à l'Arabie Saoudite. sur le Protocole, l'a-t-on vraiment sauvé? Le langage est encore trop faible: on prend note au lieu de décider. Quels messages envoyer à la fin du sommet pour éviter le découragement sans pour autant saluer de si faibles avancées?

**Il est 15 heures.** Depuis midi, on attend dans les couloirs, on mange les derniers paquets de chips disponibles dans la seule cafeteria ouverte. Les délégués techniques discutent bien plus ouvertement, preuve qu'ils ne sont vraiment impliqués dans les débats. Je ne verrai malheureusement pas la fin de cette négociation, mon avion partant dans 2 heures. D'ailleurs, dans mon avion, je retrouve un grand nombre de délégués – dont beaucoup de chefs de délégation – d'Afrique, de France, et d'ailleurs qui rentrent eux aussi sans attendre la fin... Un pari sur l'avenir : l'histoire ne se fera pas ici, pas la peine de rester pour témoigner. Je passe donc la plume à mes collègues africains du Réseau Climat & Développement pour raconter la suite des événements.

**Il est 19H.** Le silence ici à Durban est terriblement inquiétant et n'augure pour moi rien de bon. On attend toujours les plénières qui doivent se tenir, la Présidence Sud Africaine prend son temps et cela en plus d'énervé les participants poussent aux plus grandes rumeurs. Il y'a un blocage, cela est certain. Dans les coulisses il se dit que les Africains ne voudront pas signer car leurs Ministres tant rentrés faute d'avancement des travaux pour certains et de calendriers pour d'autres. Nombreux sont les personnes qui souhaitent tous renvoyer à Rio ou au G20, de quoi flouer le processus multilatéral. Je me refuse à croire cela car ce serait la pire chose pour les pays en développement et les PMA. C'est une véritable crise de la gouvernance internationale qui s'exprime ici.

**Il est 19H30.** La plénière a repris pour quelques minutes. La présidence sud-africaine a vivement encouragée les parties à accepter les textes de Durban, qu'ils les trouvent bons ou mauvais. En termes clairs, il s'agit de la communication de crise « acceptez les textes....car quelques fois le bien peu devenir l'ennemi du mal ». Pour moi c'est une manière de préparer les participants à accepter un texte vide. La session a été suspendue pour que les groupes se concertent. En ce moment on sent la lassitude et la colère dans les couloirs de ICC.

**Il est 20H.** La concertation est terminée. Les USA et l'Inde ne veulent pas signer, la Chine émet des réserves : la messe est dite. Sauve qui peut. La protection de la terre et du climat s'efface devant les intérêts économiques des puissances. Selon la ministre française "Il y a des problèmes d'agenda pour les uns, de réservations d'avion pour les autres et il y a des problèmes financiers pour les pays en développement qui n'ont pas les moyens en général de changer leurs billets". On dira à nos populations et à nos petits enfants que si nous leur laissons une planète dans un état pitoyable, c'est que les dirigeants en 2011 avaient un avion à prendre ou un rendez vous qu'ils ne pouvaient déplacer.

**Il 00h00 ici à Durban** et deux actes historiques viennent de se dérouler ces 3 dernières heures. En effet après la courte plénière nous avons eu droit aux deux sessions de discussion sur le Protocole et sur la Convention. Historique disais je dans la mesure où tous les pays ont démontré que ces nouveaux textes sont très en deçà des attentes minimales. De façon globale les textes sont rejetés. Mais nous sommes en haute diplomatie ici. Un refus des textes oblige donc les parties à continuer à négocier ce qui n'est pas possible surtout que plusieurs ont déjà reporté leurs voyages de 24h. En plus les prolongations que nous jouons ici à Durban ont un coût financier, je ne saurais le dire mais ce sont des millions de dollars, rien qu'à voir toute la logistique qui est laissée en place (la sécurité, les interprètes, les lieux de réunion etc..). Nous nous acheminons vers l'adoption de texte plus sous la contrainte de temps que sur la conviction d'un texte de qualité. Plusieurs parties entre autre comme l'UE, le Nicaragua, le Paraguay, et la RDC ont toutes militées pour que les textes en l'état puissent bien sur être maintenus mais que les décisions soient reportées au prochain sommet climat à Doha fin 2012.

On n'oubliera jamais l'intervention du Venezuela – prise de parole arrachée à la présidence de haute lutte par des tambourinades sur la table, parce que sa demande de prise de parole avait été ignorée exprès. Le Paraguay a rappelé les mois de négociation gaspillés pour signer un accord qui fait du sur-place. Ainsi les pays ont entérinés « un 'Fonds' vert sans fond ». pour la déléguée du Venezuela, pas question « de nous laisser endormir par 100 milliards de dollars de promesses ». En ce moment des concertations officieuses continues. Nous attendons la reprise de la plénière. Après donc les prolongations, nous attendons que l'arbitre lance les tirs-au-but.

**Conclusion.** A 5 heures du matin, l'Inde a fini par accepter le texte en « faisant preuve de beaucoup de flexibilité » selon les mots de la Ministre Indienne. Flexibilité en effet : l'Inde a lâché sur un principe cher à l'ensemble des pays en développement : l'équité.

A 5 heures du matin donc, après une négociation sans arrêt depuis 40 heures, un « accord » a été trouvé... ou plutôt, les désaccords ont été repoussés à plus tard ! En effet, Durban a débouché sur une feuille de route pour négocier d'ici 2015 un accord global « avec force légale », qui entrerait en vigueur en 2020. Si certains voient en Durban une rupture historique dans la dynamique de la négociation (en 2020, l'ensemble des pays pollueurs seront soumis un accord avec force légale), il faut savoir que l'accord obtenu à Durban nous place sur une trajectoire de réchauffement à 4°C. Alors que nos émissions mondiales doivent commencer à décroître en 2015 pour espérer rester sous le seuil des 2°C, la communauté internationale ne commencera pas à agir avant 2020 et ce, dans le cas d'une négociation idéale et de bonne volonté. Entre temps, les émissions mondiales ne vont cesser d'augmenter. Et les besoins d'adaptation aux impacts du changement climatique également. Car oui, l'inaction a un coût humain et financier élevé. Coût humain car dans des pays très vulnérables comme le Tchad, on compte les cadavres de la guerre mais également ceux du climat. Et l'inaction à un coût financier qui s'élève à plusieurs centaines de milliards de dollars chaque année. La communauté internationale se dit satisfaite d'avoir créé un Fonds Vert. Fonds Vert vide pour l'instant... Nos pays développés ont promis 100 milliards par an en 2020. Et en refusant de mobiliser des financements dès aujourd'hui, choisissent de fermer les yeux sur les besoins urgents des communautés locales vulnérables pourtant venues à Durban de partout en Afrique chanter leurs histoires, leurs misères mais aussi leurs espoirs.

La société civile compte déjà se mobiliser contre toutes les tentatives de « climatewashing » des Etats qui vont surement suivre le sommet de Durban. Nous n'avons pas sauvé le climat à Durban, au contraire, nous avons remis l'urgence « qui n'attendra pas » à une prochaine décennie en piétinant un à un tous les principes de la justice climatique et des droits de l'Homme.